



DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille **vingt-quatre**,
Le **vingt-huit juin**,
le Conseil Municipal de la Commune de LE VAL (Var)
dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire,
en mairie sous la présidence de **Monsieur Jérémy GIULIANO, Maire**.
Date de convocation du Conseil Municipal : 21 juin 2024.



Nombre de Conseillers :

en exercice : 27

Présents ou

Représentés : 25

Absents : 02

Votants : 25



Objet :

PARTICIPATION AU
DISPOSITIF DU
CDG 83 POUR
PERMETTRE
L'ADHESION A LA
CONVENTION DE
PARTICIPATION ET
A SON CONTRAT
COLLECTIF
D'ASSURANCE POUR
LES RISQUES
PREVOYANCE

Présents : MM. Jérémy **GIULIANO** - Christian **BENTOUMI** - Jeanne **CAVALLARO** - Gisèle **CONFORTI-PERNEY** - Steve **COURDOUAN** - Jean **CULINATI** - Géraldine **DUDON** - Anaïs **DUFEUX** - Max **FABRE** - Marie-Sylvie **GROVER** - Colette **LAIRE** - Julien **LASSAUQUE** - Luc **PERNEY** - Corinne **RINAUDO** - Georges **AYMONIN** - Josiane **VILAIN**.

Représentés : MM. Alain **ALBERTI** représenté par Christian **BENTOUMI** - Colette **ALEXANDRE** représentée par Marie-Sylvie **GROVER** - Sophie **ARGOUARC'H** représentée par Corinne **RINAUDO** - Laurence **BERLEMONT** représentée par Julien **LASSAUQUE** - Anastasia **BRENGUIER** représentée par Luc **PERNEY** - Franck **JAMAIN** représenté par Jérémy **GIULIANO** - Christian **LEFEVRE** représenté par Jean **CULINATI** - Michel **MAUREL** représentée par Max **FABRE** - Olivier **BARALE** représenté par Georges **AYMONIN**.

Absents : MM. Patrick **FALANTIN** - Norbert **GIRAUD**.

Secrétaire de séance : M. Steve **COURDOUAN**



Rapporteur : M. Jérémy **GIULIANO**

Depuis l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021, les employeurs publics territoriaux doivent contribuer au financement des garanties d'assurance de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'ils emploient souscrivent.

Ce sujet a fait l'objet d'un débat en séance du Conseil Municipal du 11 mars 2022, au cours duquel les différents éléments résumés ci-dessous ont été détaillés.

La Protection Sociale Complémentaire (PSC) comprend deux volets :

- Le **risque santé** : Il concerne le remboursement complémentaire en sus de l'assurance maladie de base, des frais occasionnés par une maladie, une maternité ou un accident.
- Le **risque prévoyance** : Il concerne la couverture complémentaire des conséquences essentiellement pécuniaires liées aux risques d'incapacité de travail, d'invalidité, d'incapacité et de décès des agents publics.

La PSC deviendra obligatoire :

- **Pour les risques « prévoyance » :**

- ↳ Le 1^{er} janvier 2025 ;
- ↳ Participation minimale de 7 € brut mensuel par agent ;
- ↳ Les garanties minimales éligibles à la participation de l'employeur sont :
 - L'incapacité de travail ;
 - Et l'invalidité pour 90% du salaire net.

- **Pour les risques « santé » :**

- ↳ Le 1^{er} Janvier 2026 ;
- ↳ Participation minimale de 15 € brut mensuel par agent ;
- ↳ Les garanties minimales sont celles du « contrat responsable », complétées du « panier de soins ».

Les garanties minimales éligibles à la participation de l'employeur doivent être proposées selon le mode de contractualisation :

- Contrat individuel d'assurance labellisé ;
- Ou contrat collectif d'assurance à adhésion facultative ;
- Ou obligatoire souscrit dans le cadre d'une convention de participation.

Cette convention est conclue, à l'issue d'une procédure d'appel à concurrence, avec un organisme d'assurance :

- Soit par l'employeur,
- Soit par le centre de gestion du ressort de l'employeur.

Le CDG 83 propose aux collectivités partenaires d'adhérer à une convention de participation et à son contrat collectif d'assurance, afin de s'exonérer des procédures complexes de mise en concurrence et de profiter d'un effet de volume pour faire bénéficier les agents d'une meilleure prise en charge.

Pour mémoire :

Depuis 2016, la commune participe déjà à la prise en charge partielle de la PSC, à hauteur de :

- Risque « santé », pour des contrats individuels labellisés :
 - Agents de catégorie C : 15 €
 - Agents de catégorie A et B : 10 €
- Risque « prévoyance », pour des contrats individuels labellisés : 5 €

VU les articles L 827-1 et suivants du code général de la fonction publique relatifs à la protection sociale complémentaire,

VU le décret n°2011-1474 du 8 Novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents et les quatre arrêtés d'application du 8 Novembre 2011,

VU le décret n°2022-581 du 20 Avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement,

VU l'avis du comité social territorial en date du 20 Juin 2024, pris sur la base de l'article 4 du décret n°2011-1474 précité,

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir entendu l'exposé,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

- **VALIDE** la procédure de la convention de participation avec le CDG 83 pour le risque « prévoyance » pour un effet des garanties au 1^{er} Janvier 2025.

- **DIT** que la procédure retenue est déclinée comme suit :

Participation au dispositif du CDG83 pour permettre d'adhérer à la convention de participation et à son contrat collectif d'assurance proposé par le CDG.

- **ARRETE** le montant de cette participation mensuelle à 7 € en respectant le minimum prévu à l'article 2 du décret n°2022-581,
- **PRECISE** que la participation sera confirmée par une délibération prise en application de l'article 18 du décret n°2011-1474, soit au titre de la sélection de l'offre de l'organisme d'assurance ;
- **AUTORISE** monsieur le Maire à signer tous les actes afférents à la présente procédure.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Le secrétaire de séance,
Steve COURDOUAN



Le Maire,
Jérémy GIULIANO

